



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 9 février 2022 – N° 28

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Semaine des enseignantes et des enseignants 2022.*
- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *Féliciter Mme Ève Rajotte, lauréate du prix Pierre-Marchand au 63^e Mérite sportif lavallois.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Sébastien Daoust, nouveau président du Conseil des vins d'appellation du Québec.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage à M. Gérard Jeune : un enseignant d'exception.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Le 30^e anniversaire d'Espoir Rosalie.*
- La députée de Gaspé sur le sujet suivant : *Le 10^e anniversaire de la Saucette au profit d'Opération Enfant Soleil.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Des travailleurs de l'ombre des athlètes de patinage artistique aux Jeux olympiques de Beijing.*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine des enseignantes et des enseignants.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire de la Régie du Bâtiment du Québec.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Merci Andrea.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 11**
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 11 novembre 2021
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **8 février 2022**
- 2) **Projet de loi n° 12**
Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **3 février 2022**
- 3) **Projet de loi n° 18**
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 4) **Projet de loi n° 19**
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**

- 5) Projet de loi n° 21
Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **2 février 2022**
- 6) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

Étude détaillée en commission

- 7) Projet de loi n° 1
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement
Présenté par le ministre de la Famille le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 30 novembre 2021
Principe adopté le **2 décembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 8) Projet de loi n° 2
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil
Présenté par le ministre de la Justice le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 7 décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 9) Projet de loi n° 4
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 26 octobre 2021
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 1^{er} février 2022
Principe adopté le **2 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 10) Projet de loi n° 9
Loi sur le protecteur national de l'élève
Présenté par le ministre de l'Éducation le 23 novembre 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)
déposé le 1^{er} février 2022
Principe adopté le **3 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 11) Projet de loi n° 14
Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le
2 décembre 2021
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé
le 3 février 2022
Principe adopté le **8 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 12) Projet de loi n° 15
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
législatives
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le
1^{er} décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 13) Projet de loi n° 17
Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le
budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 14) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de
certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune
et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 15) Projet de loi n° 24
Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 2 février 2022
Principe adopté le **8 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 16) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 17) Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021
Principe adopté le **4 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 18) Projet de loi n° 101
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 9 juin 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 5 octobre 2021
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 19) **Projet de loi n° 102**
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 5 octobre 2021
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 30 novembre 2021
Principe adopté le **1^{er} décembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 20) **Projet de loi n° 190**
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**
- 21) **Projet de loi n° 191**
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**
- 22) **Projet de loi n° 192**
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 23) **Projet de loi n° 193**
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

- 24) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 26) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 27) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 28) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 29) Projet de loi n° 390
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 30) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

- 32) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 34) Projet de loi n° 395
Loi instituant le Fonds de transition juste
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 35) Projet de loi n° 396
Loi pour une meilleure qualité de l'air
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 36) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 38) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**

- 40) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 41) Projet de loi n° 493
Loi sur l’interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 42) Projet de loi n° 494
Loi interdisant les activités d’exploration et de production d’hydrocarbures
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**
- 43) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d’images lors des séances publiques d’un conseil municipal ou d’un conseil d’une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 46) Projet de loi n° 498
Loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive
Présenté par le député de D’Arcy-McGee le **2 décembre 2021**
- 47) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

- 48) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 49) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d'accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 50) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l'âge requis pour posséder la qualité d'électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 51) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 52) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 53) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 55) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 56) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**

- 57) Projet de loi n° 690
Loi promouvant les investissements socialement responsables
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 58) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d’assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 59) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d’interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 60) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 61) Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d’un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 62) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l’eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 63) Projet de loi n° 696
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d’Arthabaska par Arthabaska-L’Érable
Présenté par le député d’Arthabaska le **7 décembre 2021**
- 64) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d’actes répréhensibles et la protection des lanceurs d’alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 65) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**

- 66) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 67) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 68) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 69) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 70) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 71) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**
- 72) Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 73) Projet de loi n° 798
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**

- 74) Projet de loi n° 799
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 75) Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l’aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 76) Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 77) Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d’hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 78) Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d’une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 79) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 80) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d’état d’urgence sanitaire
Présenté par la députée d’Iberville le **6 octobre 2021**

Étude détaillée en commission

- 81)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l’obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 82)** Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu’insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d’Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d’intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 83)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l’économie et du travail

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 84)** 8 février 2022
Motion du ministre de la Justice* :

QUE l'Assemblée nationale :

I Fasse siennes la position et les justifications du gouvernement exposées dans sa réponse, déposée devant l'Assemblée nationale le 3 février 2022, au rapport du Comité de la rémunération des juges pour la période 2019-2023, déposé devant l'Assemblée nationale le 7 octobre 2021, tel que modifié par un addenda également déposé devant l'Assemblée nationale le 3 février 2022;

II En ce qui concerne les juges de la Cour du Québec :

- Approuve la recommandation 1 sans admission quant à certaines conclusions du Comité;
- Approuve la recommandation 2 en précisant qu'elle s'appliquera aux juges municipaux rémunérés à la séance à compter de leur intégration au régime de retraite de certains juges du Québec et qu'elle se fera selon les mêmes modalités que celles prévues pour les autres régimes de retraite du secteur public. Comme cette recommandation a aussi été émise à l'égard des juges municipaux à titre exclusif et des juges de paix magistrats, la réponse à la recommandation 2 s'appliquera également à ces juges;
- Approuve la recommandation 3 en précisant qu'elle concerne le remboursement du médicament innovateur sur la base du prix du médicament générique équivalent ainsi que le déboursé maximal annuel des frais de médicaments et paramédicaux, que ces modifications s'appliqueront aux juges de la Cour du Québec, aux juges municipaux à titre exclusif et aux juges de paix magistrats à compter du 1^{er} janvier suivant la résolution de l'Assemblée nationale, et aux juges municipaux rémunérés à la séance à compter de leur intégration au régime collectif d'assurance des juges de la Cour du Québec;

- Approuve la recommandation 4 en précisant qu'elle confirme l'application depuis le 1^{er} octobre 2020 des modifications aux clauses d'assurance voyage avec services d'assistance et d'assurance annulation voyage du régime collectif d'assurance des juges de la Cour du Québec, qu'elle s'applique autant pour le régime des juges actifs que celui des juges retraités et qu'elle s'appliquera aux juges municipaux rémunérés à la séance à compter de leur intégration à ces régimes. Comme cette recommandation a aussi été émise à l'égard des juges municipaux à titre exclusif et des juges de paix magistrats, la réponse à la recommandation 4 s'appliquera également à ces juges;
- Approuve la recommandation 5 en précisant qu'elle s'appliquera aux juges municipaux rémunérés à la séance retraités qui auront participé au régime collectif d'assurance des juges de la Cour du Québec. Comme cette recommandation a aussi été émise à l'égard des juges municipaux à titre exclusif et des juges de paix magistrats, la réponse à la recommandation 5 s'appliquera également à ces juges;
- Rejette la recommandation 6 concernant l'indemnité de fonction;
- Approuve la recommandation 7 en précisant qu'elle s'appliquera uniquement aux juges de la Cour du Québec qui voyagent dans l'exercice de leurs fonctions;
- Approuve la recommandation 8 concernant le remboursement partiel des frais d'avocats et d'expertise engagés aux fins des travaux du Comité de la rémunération des juges sans admission quant à la compétence de ce comité d'émettre une telle recommandation et quant à l'évaluation du montant établi par le comité aux fins du remboursement.

III En ce qui concerne les juges municipaux à titre exclusif :

- Modifie la recommandation 1 afin d’octroyer les mêmes paramètres salariaux qu’aux juges de la Cour du Québec, ce qui porte le traitement à :
 - a) 224 000 \$ au 1^{er} juillet 2019 (augmentation de 3,3 %);
 - b) 236 690 \$ au 1^{er} juillet 2020 (augmentation de 5,67 %);
 - c) 249 977 \$ au 1^{er} juillet 2021 (augmentation de 5,61 %);
 - d) 264 030 \$ au 1^{er} juillet 2022 (augmentation de 5,62 %);
- Approuve la recommandation 2, en précisant qu’elle s’applique, sous réserve que la durée du mandat du juge-président soit de 7 ans, et ce, rétroactivement au 28 mars 2017, sans admission toutefois quant à la compétence du Comité de la rémunération des juges de faire une telle recommandation pour la période antérieure au 1^{er} juillet 2019;
- Rejette la recommandation 3 concernant l’indemnité de fonction;
- Approuve la recommandation 4 concernant le remboursement partiel des frais d’avocats et d’expertise engagés aux fins des travaux du Comité de la rémunération des juges sans admission quant à la compétence de ce comité d’émettre une telle recommandation et quant à l’évaluation du montant établi par le Comité aux fins du remboursement.

IV En ce qui concerne les juges municipaux rémunérés à la séance :

- Modifie la recommandation 1 pour prévoir l’entrée en vigueur du mode de rémunération annuelle fixe dans les meilleurs délais, au plus tard le 1^{er} juillet 2024, sous réserve des recommandations du prochain Comité de la rémunération des juges, le cas échéant, et préciser que d’ici là, le traitement maximal annuel est celui prévu pour les juges municipaux à titre exclusif;

- Modifie les recommandations 2 et 3 afin que le mode de rémunération à la séance soit maintenu jusqu’au 30 juin 2023, de même que l’indemnité pour absence de régimes de retraite et d’assurance, conformément à la méthodologie actuelle et au décret n° 578-2017, et que les tarifs de la séance soient augmentés selon les mêmes paramètres que ceux octroyés aux juges municipaux à titre exclusif. Les tarifs à la séance sont donc de :

1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

<i>Séance</i>	Tarif actuel	Augmentation	Nouveau tarif proposé
<i>Moins de 2 heures</i>	643 \$	3,3 %	665 \$
<i>2 à 5 heures</i>	858 \$	3,3 %	887 \$
<i>Plus de 5 heures</i>	1 714 \$	3,3 %	1 771 \$

1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

<i>Séance</i>	Augmentation	Nouveau tarif proposé
<i>Moins de 2 heures</i>	5,67 %	702 \$
<i>2 à 5 heures</i>	5,67 %	937 \$
<i>Plus de 5 heures</i>	5,67 %	1 871 \$

1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022

<i>Séance</i>	Augmentation	Nouveau tarif proposé
<i>Moins de 2 heures</i>	5,61 %	741 \$
<i>2 à 5 heures</i>	5,61 %	989 \$
<i>Plus de 5 heures</i>	5,61 %	1 977 \$

- Modifie la recommandation 4 afin que les séances de la cour se tiennent par blocs à compter du 1^{er} juillet 2022;

- Modifie la recommandation 5 afin d'indiquer que le tarif d'une séance en bloc qui s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2022 soit déterminé en divisant le traitement annuel modifié des juges municipaux à titre exclusif de 264 030 \$ par 250 séances, ce qui fixe ce tarif à 1 056 \$, qu'il ne peut y avoir plus de deux séances par jour, sauf sur autorisation de la juge en chef adjointe responsable des cours municipales, que la rémunération des séances, incluant la rémunération versée pour le traitement à distance des affaires de la cour, celle versée aux fins des travaux du Conseil de la magistrature et celle aux fins des déplacements, ne peut excéder le traitement annuel des juges municipaux à titre exclusif et que le temps de déplacement est exclu du contenu d'une séance;
- Modifie la recommandation 6 afin qu'elle prenne effet à compter de la prise du décret, et ce, jusqu'à l'entrée en vigueur d'une rémunération annuelle fixe et que le temps consacré par le juge à traiter les affaires de la cour à distance n'est payable que dans la mesure où les affaires traitées ne sont pas rattachées à une séance ou comprises dans le tarif d'une séance;
- Modifie la recommandation 7 pour y ajouter une méthode de calcul différente, comme proposée dans la réponse gouvernementale, lorsqu'une nomination survient en cours de période prépandémie et lorsqu'une absence pour des raisons hors du contrôle du juge survient pendant la période prépandémie ou pandémie, et préciser que l'indemnité pour absence de régime de retraite et d'assurance pour la période pandémie est fixée à 25,10 %;
- Approuve la recommandation 8 en précisant qu'elle s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019 jusqu'à l'entrée en vigueur du mode de rémunération annuelle fixe, que pour les travaux du Conseil de la magistrature survenus entre le 1^{er} juillet 2019 et la prise du décret, le juge municipal rémunéré à la séance membre du Conseil de la magistrature doit être en mesure de démontrer sa présence aux travaux et la durée de celle-ci pour recevoir une rémunération et que la rémunération est versée en fonction du mode de rémunération à la séance applicable au moment des travaux du Conseil de la magistrature, soit en fonction de la durée d'une séance ou du tarif fixe en bloc;

- Modifie la recommandation 9 pour intégrer tous les juges municipaux rémunérés à la séance au régime de retraite de certains juges du Québec et au régime collectif d'assurance des juges de la Cour du Québec en même temps que l'entrée en vigueur du traitement annuel fixe, sans possibilité d'adhésion facultative;
- Modifie la recommandation 10 afin que les frais de fonction soient versés aux juges municipaux rémunérés à la séance, quel que soit le nombre de mois pendant lequel le juge a été en fonction, tout en maintenant le *statu quo* à l'égard des montants à verser;
- Modifie la recommandation 11 afin qu'elle s'applique uniquement aux juges municipaux rémunérés à la séance pour qui l'aménagement d'un bureau à domicile est nécessaire, soit ceux qui ne bénéficient pas d'un espace de bureau permanent dans une municipalité et qui doivent se déplacer régulièrement entre plusieurs municipalités en raison de l'organisation des assignations, et de prévoir un montant de 2 500 \$ pour ceux qui ont un bureau permanent dans une cour municipale pour l'achat d'un ordinateur;
- Modifie la recommandation 12 pour qu'une somme annuelle de 2 000 \$ soit allouée uniquement aux juges municipaux rémunérés à la séance pour qui l'aménagement d'un bureau à domicile est nécessaire, soit ceux qui ne bénéficient pas d'un espace de bureau permanent dans une municipalité et qui doivent se déplacer régulièrement entre plusieurs municipalités en raison de l'organisation des assignations;
- Modifie la recommandation 13 afin qu'elle s'applique uniquement aux juges municipaux rémunérés à la séance pour qui l'aménagement d'un bureau à domicile est nécessaire, soit ceux qui ne bénéficient pas d'un espace de bureau permanent dans une municipalité et qui doivent se déplacer régulièrement entre plusieurs municipalités en raison de l'organisation des assignations;
- Approuve la recommandation 14 en précisant qu'elle est applicable à compter de la date de la prise du décret jusqu'à l'entrée en vigueur du traitement annuel fixe et que le *statu quo* demeure pour les autres modalités d'application;

V En ce qui concerne les juges de paix magistrats :

- Approuve la recommandation 1 sans admission quant à certaines conclusions du Comité;
- Rejette la recommandation 2 concernant l'allocation pour l'aménagement d'un bureau à domicile;
- Rejette la recommandation 3 concernant l'allocation annuelle;
- Rejette la recommandation 4 concernant l'indemnité de fonction;
- Approuve la recommandation 5 concernant le congé sans traitement ou à traitement différé;
- Approuve la recommandation 6 concernant le remboursement partiel des frais d'avocats et d'expertise engagés aux fins des travaux du Comité de la rémunération des juges sans admission quant à la compétence de ce comité d'émettre une telle recommandation et quant à l'évaluation du montant établi par le Comité aux fins du remboursement.

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 85)** 8 février 2022
Motion de la députée d'Iberville :

QUE le principe du projet de loi n° 898, Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire, soit adopté.

86) 8 février 2022
Motion de la députée de Verdun :

QUE l'Assemblée nationale rappelle la motion adoptée à l'unanimité le 25 septembre 2019, déclarant l'urgence climatique;

QU'elle rappelle que les citoyens du Québec subissent déjà les effets du réchauffement climatique, notamment par des feux de forêt plus graves, des tempêtes plus violentes et des inondations plus sévères;

QU'elle dénonce les décisions contre-intuitives du gouvernement caquiste dans les dossiers du tunnel caquiste entre Québec et Lévis, de la hausse de la norme sur le nickel et de l'agrandissement des sites d'enfouissement;

QU'enfin, elle demande au gouvernement caquiste de prendre ses décisions en se basant sur la science climatique et avec l'objectif de réduire nos émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre la carboneutralité avant 2050.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 16

Loi modifiant diverses dispositions législatives afin de mettre en œuvre les Conventions complémentaires no 22 et no 27 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois

Adopté le **8 février 2022**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat règlementaire

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable »;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau »;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi sur le protecteur national de l'élève (mandat confié le 3 février 2022).

- **Projet de loi n° 96**, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (mandat confié le 4 novembre 2021).

Mandat confié par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 14**, Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail (mandat confié le 8 février 2022).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 février 2022)
- **Projet de loi n° 17**, Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 1^{er} février 2022).
- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 1^{er} février 2022).
- **Projet de loi n° 24**, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve (mandat confié le 8 février 2022).
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement (mandat confié le 2 décembre 2021)
- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 15**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 février 2022).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 1^{er} février 2022).

Mandat règlementaire

Interpellation :

- Du député de Nelligan au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *Manque d'anticipation, incohérence et volte-face : les Québécois font les frais de la gestion de la pandémie de la COVID-19 par le gouvernement caquiste* (avis donné le 3 février 2022).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 102**, Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (mandat confié le 1^{er} décembre 2021).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 44) M. Derraji (Nelligan) – **9 décembre 2021**
Au ministre de l'Économie et de l'Innovation

Le domaine de la recherche quantique est l'un des domaines d'avenir pour la prospérité économique du Québec.

Le Québec peut compter sur des institutions d'enseignement supérieur de premier plan desquelles graduent les talents nécessaires au développement d'un écosystème quantique; toutefois, des enjeux de rétention de ces talents existent.

Le gouvernement fédéral a consenti, dans son dernier budget, un investissement de 360 millions de dollars pour le lancement d'une stratégie quantique nationale.

Le Québec a l'occasion de faire preuve de vision, tout comme il l'a fait il y a deux décennies dans le cadre du développement de l'industrie du jeu vidéo, un secteur extrêmement riche et dynamique de notre économie actuelle.

Est-ce que le ministre peut nous dire quelles actions compte prendre le gouvernement afin de soutenir le développement de la quantique?

- 45) M. Leitão (Robert-Baldwin) – **9 décembre 2021**
Au ministre des Finances

Le 26 mai dernier, j'ai présenté le projet de loi 797, Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission.

Les entreprises à mission sont des sociétés par actions dont les statuts constitutifs contiennent une déclaration selon laquelle elles s'engagent à exercer leurs activités de façon responsable et durable tout en faisant la promotion d'un ou de plusieurs intérêts sociaux.

Il s'agit d'un moyen pertinent d'enjoindre les entreprises à œuvrer de façon plus large que pour leur unique intérêt économique. Les entreprises à mission sont d'ailleurs appelées à connaître une croissance dans le monde, notamment en lien avec la transition économique vers une économie verte.

Le ministre peut-il nous indiquer s'il compte donner suite au projet de loi 797?

52) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **1^{er} février 2022**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

En 2021, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis à jour ses lignes directrices mondiales sur la qualité de l'air; c'est la première fois qu'elle le faisait depuis 2005. Ces lignes directrices concernent six polluants, soit les particules en suspension (PM 2,5 et PM 10), l'ozone (O₃), le dioxyde d'azote (NO₂), le dioxyde de soufre (SO₂) et le monoxyde de carbone (CO).

L'OMS vise à obtenir la plus faible concentration possible de particules dans l'air, puisqu'aucun seuil n'a été identifié en dessous duquel elles n'ont pas d'effet sur la santé humaine. La pollution atmosphérique peut notamment être à l'origine de nombreuses maladies cardio-respiratoires, chroniques ou aiguës, de cancers du poumon et d'accidents vasculaires cérébraux.

Toujours selon l'OMS, la pollution de l'air provoquerait 7 millions de décès prématurés par année dans le monde. En termes de mortalité prématurée, elle se compare à d'autres facteurs de risque, comme le tabagisme et une mauvaise alimentation. Selon un rapport de Santé Canada intitulé *Les impacts sur la santé de la pollution de l'air au Canada : estimation de la morbidité et des décès prématurés – rapport 2021*, le nombre annuel de décès prématurés liés à la pollution de l'air au Québec s'élevait, en 2016, à 4000.

Bien qu'elles soient juridiquement non contraignantes, les limites proposées par l'OMS méritent d'être considérées sérieusement par les décideurs à travers le monde. En améliorant la qualité de l'air, le gouvernement pourrait non seulement protéger la santé de la population québécoise, mais également réaliser des gains économiques intéressants. Dans *La Commission Lancet sur la pollution et la santé*, nous apprenons que : « Aux États-Unis, on estime que l'économie bénéficie d'avantages atteignant 30 \$ US (entre 4 \$ et 88 \$) pour chaque dollar investi dans la lutte contre la pollution atmosphérique depuis 1970, soit un avantage global de 1 500 milliards de dollars pour un investissement de 65 milliards de dollars. »

Mes questions au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sont les suivantes :

- Le ministre compte-t-il apporter des modifications au Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA) pour se conformer le plus possible aux lignes directrices proposées par l'OMS pour les six polluants mentionnés ci-haut?
- Le ministre peut-il nous expliquer les raisons de sa décision?

53) Mme Labrie (Sherbrooke) – **1^{er} février 2022**
Au ministre de l'Éducation

Lors de l'étude des crédits 2020-2021 du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, volet éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire, j'ai abordé avec le ministre de l'Éducation l'enjeu des violences à caractère sexuel dans le réseau de l'éducation du Québec. Plus précisément, je l'ai questionné le lundi 17 août 2020, durant la séance de la Commission de la culture et de l'Éducation, afin de savoir si le ministère disposait d'une étude concernant l'impact sur le parcours scolaire des personnes qui ont subi des violences sexuelles, notamment sur la question du décrochage scolaire. Il m'a indiqué que le ministère ne disposait pas d'une telle étude. Lorsqu'interrogé sur la possibilité de commander une telle étude, afin de mieux intervenir pour limiter les impacts et prévenir le décrochage, le ministre en a pris l'engagement.

Ainsi, mes questions sont les suivantes :

- Le ministre a-t-il commandé cette étude?
- Si oui :
 - À qui a été confiée l'étude?
 - À quel moment le mandat a-t-il été donné?
 - Quel est le coût de cette étude?
 - À quel moment sont attendus les résultats?

54) M. LeBel (Rimouski) – **1^{er} février 2022**
Au gouvernement

Le manque de main-d'œuvre frappe les ressources d'aide d'urgence, alors que certaines d'entre elles sont contraintes de suspendre certains services.

Dans la région du Bas-Saint-Laurent, la Maison de l'Espoir de Mont-Joli met ses services sur pause pour février, alors que le Centre de prévention du suicide et d'intervention de crise de Rimouski suspend ses services en hébergement pour une période indéterminée.

Au Centre de prévention du suicide, l'équipe d'intervention est épuisée. Le problème de recrutement de main-d'œuvre, avec la rareté qu'on connaît, surcharge les équipes d'intervention.

« Après presque deux ans de pandémie, il y a un fort épuisement des équipes en intervention. C'est le cas chez nous comme dans d'autres organismes », affirme la directrice générale du Centre de prévention du suicide de Rimouski, Valérie Quimper, qui ajoute que les demandes d'aide ont explosé avec les tensions créées par la pandémie.

De nombreux autres organismes se trouvent dans cette situation. La Table régionale des organismes communautaires du Bas-Saint-Laurent rapporte que bon nombre d'organismes de la région connaissent d'importants défis en lien avec la pandémie et la rareté de main-d'œuvre.

La pression est forte depuis le début de la pandémie, notamment pour les services d'aide alimentaire, de violence et de santé mentale, et la fatigue s'est installée chez les travailleurs qui tiennent ces organismes à bout de bras.

Il devient évident que les organismes communautaires ressentent ces besoins grandissants et ils tentent d'y répondre le mieux possible, mais il est sûr qu'ils ne peuvent pas non plus pallier un système de santé et de services sociaux qui lui aussi est surchargé.

Je peux témoigner que lors des rencontres virtuelles avec mon équipe et les organismes, on la voit et on la sent de plus en plus, cette fatigue des dirigeants des organismes, qui deviennent également très émotifs.

Le sous-financement et les conditions de travail se retrouvent au cœur du problème qui existe depuis trop longtemps et on en demande de plus en plus aux organismes communautaires. Des vagues rotatives de suspension des services des organismes communautaires auront lieu partout au Québec à la fin février, entre autres pour réclamer un meilleur financement. Il y a urgence.

Ma question est la suivante :

Le gouvernement répondra-t-il positivement aux demandes des organismes communautaires autonomes, soit :

- un investissement de 460 millions \$ supplémentaires dans le financement à la mission globale des organismes d'action communautaire autonome (ACA) afin de renforcer leur capacité d'agir et qu'un financement spécial soit disponible afin de tenir compte des besoins supplémentaires provoqués par la COVID-19;
- une indexation annuelle de la subvention à la mission globale de tous les organismes d'ACA selon la hausse des coûts de fonctionnement?

55) Mme Ghazal (Mercier) – **3 février 2022**
Au ministre des Finances

Le 18 janvier dernier, le collectif G15+ qui regroupe, notamment, des syndicalistes, des gens du patronat, des groupes écologistes et des universitaires, a lancé un outil de 51 indicateurs qui donnent le portrait le plus juste possible du bien-être de la population québécoise. L'objectif d'un tel outil est d'orienter les politiques mises en place par les décideurs publics.

Cette proposition a le mérite d'élargir le champ de vision des décideurs et d'aller au-delà de la mesure du produit intérieur brut (PIB) et de la création d'emploi. Évidemment, ces deux indicateurs économiques font partie des 51 indicateurs, mais ils sont loin d'être suffisants. Le collectif G15+ a, en effet, mis à contribution l'ensemble de ses membres pour développer, en plus des indicateurs économiques, des indicateurs sociaux comme la qualité de vie, la pauvreté et la culture, ainsi que des indicateurs environnementaux comme la qualité de l'eau, la biodiversité et la mobilité durable. Il s'agit là d'une mine d'informations importantes à prendre en compte par un gouvernement qui tient à comprendre l'interdépendance et la complexité des différentes dimensions de notre société.

Alors que la crise sanitaire et la crise environnementale posent d'importants défis à notre société, il est réjouissant de constater que des acteurs de divers champs de la société aient mis leurs efforts en commun pour mener une démarche rigoureuse d'une telle ampleur. Il s'agit ici d'un premier pas. Le gouvernement doit saisir l'occasion de rejoindre les autres nations qui sont rendues beaucoup plus loin que le Québec dans la mesure du bien-être de leurs populations.

Ma question :

Est-ce que le gouvernement accepte de saisir la main tendue par le collectif G15+ en enrichissant l'outil de mesure de l'évolution du bien-être de la population québécoise et en l'utilisant dans ses politiques publiques et ses décisions?

56) M. LeBel (Rimouski) – **3 février 2022**
Au gouvernement

Le 21 septembre 2017, je déposais, avec l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ), le Réseau FADOQ ainsi que le Regroupement interprofessionnel des intervenantes retraitées des services de santé (RIIRS), une pétition appuyée par 14 000 signataires réclamant la tenue d'états généraux sur les conditions de vie des personnes âgées.

Déjà en 2017, on affirmait avec raison qu'il fallait que le gouvernement réalise l'importance du vieillissement de la population. Qu'il fallait réfléchir à ce qui arrivera dans 10, 15 ou 20 ans, et préparer le terrain. Nous insistions aussi pour dire que le vieillissement de la population n'est pas un problème en soi, mais que le gouvernement doit se doter d'un plan de match global pour relever les nombreux défis qui y sont liés. Nous disions au gouvernement que s'il continue à traiter chaque dossier à la pièce, nous manquerions de ressources. Il nous faut une véritable politique globale du vieillissement. Il y a cinq ans... ironique, n'est-ce pas?

C'était donc en 2017. Depuis, une pandémie meurtrière nous est tombée dessus. Les principales victimes étant les aînés du Québec, rappelons-nous que la première vague, au printemps 2020, a mené à la mort de 4836 personnes âgées en milieu d'hébergement pour aînés. Les personnes âgées du Québec ont dû subir des mesures de confinement et de privation frôlant l'âgisme.

Nous sommes en 2022, donc cinq ans plus tard, et nous avons devant nous un rapport de la Commissaire à la santé et au bien-être, une enquête sur « la performance des soins et services aux aînés » qui est accablante. Le « Québec n'était pas prêt », tranche la commissaire. Son constat est sans équivoque : il s'agit « d'un échec collectif ». Elle a ajouté que le gouvernement a démontré une « attitude paternaliste à l'égard des aînés » dans sa gestion. « On pensait savoir ce qui était bon pour eux et on ne les a pas assez consultés dans le cadre de l'élaboration de la stratégie pour faire face à la pandémie. »

Alors faut-il se surprendre que la Coalition pour la dignité des aînés (CDA), composée de six grandes associations nationales représentant près de 150 000 personnes âgées au Québec, réaffirme avec vigueur la nécessité de tenir des états généraux sur les conditions de vie des aînés afin de prendre les meilleures décisions pour la suite et de s'assurer que les choses changent?

Il est impératif que tous les acteurs de la société civile se réunissent, avec les aînés, et qu'ils avancent ensemble vers de nouvelles façons de faire qui permettront de réformer les pratiques qui ne sont plus adéquates et qui engendrent des crises comme celles que nous vivons depuis maintenant deux ans. Cette rencontre permettra également de mieux prendre conscience des impacts du vieillissement de la population et d'adapter notre société à cette réalité.

Cela fait des années qu'on parle des défis du vieillissement, il est temps de dégager des consensus sur des enjeux tels que la santé, la pauvreté, la gestion des régimes de retraite, le logement, le transport, l'aménagement urbain, l'organisation du travail, l'activité physique et la culture.

Ma question :

Est-ce que le gouvernement et pourquoi pas, l'ensemble des partis politiques, peuvent s'engager à convoquer dans le mandat à venir des états généraux sur l'adaptabilité de la société québécoise au vieillissement de sa population?

57) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **8 février 2022**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

L'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) est un programme collectif qui verse une compensation lorsque le prix moyen de vente d'un produit est inférieur au revenu assuré basé sur le coût de production moyen d'entreprises agricoles spécialisées.

L'ensemble des postes de dépenses du coût de production, à l'exception de la rémunération de l'exploitant (producteurs/productrices propriétaires), sont actualisés aux cinq ans à l'aide d'une nouvelle enquête.

Bien qu'elle soit indexée annuellement, la rémunération historique sur laquelle s'applique cette indexation n'est plus représentative de la réalité des exploitants d'aujourd'hui, comme démontré par les travaux du Centre d'études sur les coûts de production en agriculture (CECPA).

Pour remédier à cette situation, le CECPA propose d'ajuster la méthodologie afin que celle-ci soit plus représentative du nombre d'heures travaillées et du temps de gestion fait par les exploitants. Avec les ajustements proposés, les calculs du CECPA justifient une augmentation de la rémunération de l'exploitant entre 12,8 % et 15,9 %. Cette hausse se traduit par un salaire annuel se situant entre 74 100 \$ et 76 100 \$ (par rapport à 65 685 \$ pour l'année 2019).

En décembre 2019, le conseil d'administration de la Financière agricole du Québec (FADQ) a accepté les conclusions du rapport du CECPA et l'a transmis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'obtenir les autorisations requises. La FADQ a estimé le coût de cette actualisation à un maximum de 20 M\$ par année. Ce coût additionnel pourrait être financé à même les surplus budgétaires de la FADQ.

Depuis, le ministre n'a pas fait part de ses intentions.

Mes questions au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sont les suivantes :

- Le ministre va-t-il entreprendre les démarches nécessaires afin de permettre l'actualisation de la rémunération de l'exploitant au programme ASRA, comme recommandé par la Financière agricole du Québec?
- Le ministre a-t-il un échéancier pour procéder à cette actualisation si bénéfique pour nos producteurs et productrices agricoles?

58) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **8 février 2022**

Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

Le nombre de Québécois qui seront atteints de démence va carrément doubler d'ici 20 ans, un véritable « raz de marée » prévisible, mais pour lequel le réseau de la santé n'est pas prêt, dénoncent plusieurs experts. « La prochaine maladie du siècle, c'est l'Alzheimer », résume Nouha Ben Gaied, directrice de la recherche et du développement à la Fédération québécoise des sociétés Alzheimer. L'Alzheimer est la forme la plus courante de démence, qui regroupe le spectre des symptômes associés au déclin des fonctions mentales. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y aurait un nouveau cas d'alzheimer toutes les sept secondes. Nous avons vu les percées que d'importants investissements gouvernementaux dans la recherche scientifique et médicale ont rendues possibles pour d'autres problèmes de santé publique comme le VIH/SIDA. La Société Alzheimer du Canada recommande un investissement de 150 millions de dollars sur cinq ans pour la réalisation d'une stratégie nationale sur la démence solide et entièrement financée.

Dans ce contexte, voici mes questions au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux :

- Combien d'argent public a été investi annuellement au cours des dix dernières années à la recherche sur la démence et l'Alzheimer?
- Quels sont les investissements prévus dans les prochaines années pour cette recherche?

59) M. Gaudreault (Jonquière) – **8 février 2022**

À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Le 26 novembre 2018, la circonscription de Jonquière a reçu une annonce gouvernementale relativement à un projet d'agrandissement et de réaménagement de l'urgence de l'hôpital de Jonquière. Celle-ci donnait l'autorisation d'amorcer l'élaboration du programme fonctionnel et technique. Cette étape étant toujours en cours et ayant déjà fait l'objet d'une prolongation de délai, la population est inquiète quant à la réelle volonté d'exécuter les travaux requis dans l'échéancier qui était prévu.

La SQI affirme qu'elle a des délais supplémentaires à considérer, occasionnés par la pandémie et par des projets particuliers que le gouvernement souhaite mettre en avant.

Conséquemment, relativement à ce projet :

1. Est-ce que la ministre a l'intention de respecter l'annonce faite par son gouvernement en 2018 et, ainsi, de conserver l'échéancier maximal fixé à 2024?
2. Est-ce que la ministre peut intervenir pour s'assurer du respect des délais initiaux de réalisation des travaux d'un projet qui a fait l'objet d'une annonce en bonne et due forme et qui est attendu avec impatience par la population locale?

60) M. LeBel (Rimouski) – **8 février 2022**

Au gouvernement

La pénurie de main-d'œuvre pour les organismes communautaires et les établissements publics qui interviennent dans le domaine de la santé et des services sociaux est très importante non seulement au Québec, mais également dans ma région du Bas-Saint-Laurent.

L'Opération main-d'œuvre du Gouvernement du Québec a été annoncée au cours des dernières semaines. Cette démarche vise à s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre au Québec, dans certains secteurs ciblés, dont le secteur des professions liées à la santé mentale et la protection de la jeunesse. Des bourses incitatives *Perspective Québec* seront offertes aux étudiants dans le secteur de la santé et des services sociaux. Curieusement, le programme de techniques de travail social

n'apparaît pas dans la liste des programmes inclus par le ministère de l'Enseignement supérieur. Pourtant, les diplômés en techniques de travail social travaillent dans ces secteurs d'activité depuis plus de 50 ans.

Cette non-reconnaissance du programme de techniques en travail social aura pour conséquence que les futurs étudiants se dirigeront vers des programmes admissibles à ces bourses, par exemple en technique d'éducation spécialisée ou dans des programmes universitaires. Évidemment, lorsque l'étudiant devra choisir son programme, il préférera celui qui lui offre des incitatifs financiers pouvant aller jusqu'à 15 000 \$. Pourtant, le programme de techniques de travail social prépare de futurs intervenants aptes à servir dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Selon les enseignants du Cégep de Rimouski, l'exclusion des étudiants du collégial en travail social à ce programme aggravera la pénurie d'intervenants dans les CISSS et les organismes communautaires, alors que ce programme a justement été mis en place pour contrer cette même pénurie.

Voici mes questions :

- Pourquoi la ministre de l'Enseignement supérieur et son ministère ont-ils exclu le programme de techniques en travail social et sur quels motifs se sont-ils appuyés pour en venir à cette conclusion?
- Le gouvernement ajoutera-t-il le programme de techniques de travail social à liste des programmes reconnus pour l'obtention des bourses *Perspective Québec*, puisque nous avons besoin de plus en plus d'intervenants actuellement?

61) M. Barrette (La Pinière) – **9 février 2022**
Au ministre de la Justice

Le 11 janvier dernier, nous apprenions, dans un article du quotidien *Le Droit*, qu'un homme a subi son procès dans les latrines d'une prison.

Un homme de 46 ans, incarcéré à l'établissement de détention de Rivière-des-Prairies, était branché par visioconférence avec le Palais de justice de Gatineau depuis les toilettes, pour une audience d'une durée de deux heures. De plus, aucun siège n'a été fourni à l'accusé et le bruit ambiant était tel que le procès a été interrompu.

Encore plus surprenant, le même article nous apprend que la situation n'est pas unique. En effet, une agente correctionnelle mentionne ceci : « on a fait toutes les vidéocomparutions dans les toilettes ».

Appelé à commenter la situation, le président de la Société John Howard du Québec, M. Jean-Claude Bernheim, s'est déclaré « stupéfait à tous les niveaux et renversé ».

Est-ce que le ministre peut nous dire s'il appuie la pratique de comparution par vidéoconférence à partir des toilettes d'un établissement correctionnel et s'il ne l'appuie pas, quelles solutions seront mises en place pour assurer le maintien de la dignité dans notre système judiciaire?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 8 février 2022
Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions – *ministre des Transports*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS